

# CONVENTION NATIONALE POUR L'ART, LA CULTURE ET L'ÉDUCATION POPULAIRE

28-29 septembre 2018

•

## Conclusions d'Alain Hayot

Notre convention est un succès partagé avec les 230 personnes qui ont participé à tout ou partie des 3 tables rondes et des 8 ateliers qui l'ont séquencé.

L'ambition de cette convention n'est pas d'être un aboutissement mais un point de départ. Il s'agit de répondre à un enjeu politique majeur : comment parvenir à faire de notre peuple, dans des conditions de lucidité et d'invention d'un imaginaire politique renouvelé, un acteur de sa propre histoire dans un moment où nous faisons face à l'affaiblissement des utopies progressistes ainsi qu'à la perte de repères évoqués par certains des participants. Nous assistons au triomphe d'un capitalisme ultralibéral, mondialisé, financiarisé mais aussi à l'émergence de sa forme la plus violente qui s'exprime par la réémergence des courants nationalistes, néo-fascistes, populistes. C'est d'une certaine façon une nouvelle manière d'asservir les peuples, asservissement que l'on essaie de rendre volontaire en s'appuyant sur les illusions que Roland Gori décrit dans son dernier ouvrage.

C'est pour nous une question fondamentalement politique, nous inscrivant dans la lignée de Marx ou de Gramsci, qui affirment sous des formes diverses « qu'il n'y a pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle ». Entre l'affirmer et le mettre en œuvre il y a la nécessité de poser un regard précis sur le contexte où nous inscrivons notre action.

### **Fins de cycles ?**

Nous sommes fiers de notre histoire. L'histoire communiste vis-à-vis de l'art et la culture mais aussi l'histoire de la décentralisation culturelle que notre pays a construit et auxquels les communistes ont beaucoup contribué. Mais il faut bien voir que nous sommes, dans les deux cas de figure, au regard de notre propre histoire dans ce domaine-là comme au regard de l'histoire de la décentralisation culturelle de la France, devant des fins de cycle historiques dont nous devons analyser les raisons. Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux rapports de forces géopolitiques, à la généralisation du capitalisme financiarisé et mondialisé, à l'émergence de nouvelles formes de populisme et néofascisme, à des transformations sociologiques, écologiques et anthropologiques profondes des sociétés humaines, une révolution numérique qu'il nous faut transformer en vecteur d'émancipation alors qu'aujourd'hui c'est un vecteur d'aliénation. : Il y a aussi le fait que la démarche politique de la gauche aujourd'hui doit changer: il n'est plus possible d'imposer une logique verticale du haut vers le bas, nous sommes dans l'obligation de développer une démarche démocratique et citoyenne qui s'appuie sur les mobilisations sociales et les batailles d'idées. C'est l'ambition des communistes.

Pour revenir à l'enjeu culturel il y a eu un grand débat, par exemple, à propos de « l'accès à la culture pour tous ». Je ne suis pas de ceux qui disent qu'il ne faut plus parler d'accès. Mais je pense que si on n'intègre pas aujourd'hui l'accès à la culture dans les formes nouvelles d'appropriation sociale par les individus et les groupes eux-mêmes, les habitants des cités, les enfants des écoles, les salariés dans les entreprises telles qu'ils les vivent et les inventent on risque de prêcher dans le vide... Je vais prendre un exemple : la grande histoire des CE, dans

les entreprises, était fondée sur la « théorie » de l'accès à la culture pour tous. Évidemment aujourd'hui personne ne propose, pas plus la CGT que quiconque, de reconstituer la « politique de guichet ». Il y a encore quelques CE importants (EDF, SNCF..) qui mènent des politiques culturelles de qualité, mais il faut qu'on repose les problèmes autrement en intégrant la question de l'accès à la culture dans des formes d'appropriation par les travailleurs eux-mêmes dans un rapport au travail totalement bouleversé, les travaux d'Yves Clot nous y aide. Le travail que fait Nicolas Frize est symptomatique : pourquoi ne sommes-nous pas capables de mettre dans nos objectifs la mise en résidence d'artistes dans les entreprises avec la volonté de faire travailler les artistes aux côtés des travailleurs, dans le lien des travailleurs à leur travail, dans la souffrance au travail, dans tout ce qui constitue aujourd'hui l'être travaillant, l'être produisant, partout d'ailleurs, pas simplement dans les usines, mais aussi dans les bureaux, les hôpitaux, les écoles et les universités etc. La démarche vaut pour l'éducation artistique à l'école en l'intégrant dans le projet éducatif et en associant de manière permanente les artistes (cf. ce que nous en a dit Robin Renucci hier après-midi). Elle vaut aussi pour la Cité et les habitants en quête de sens à donner à leur vie morcelée et précarisée. Notre peuple n'est pas privé de culture et de capacité de création, il est privé de parole et ne demande qu'à s'exprimer.

Fin de cycle historique aussi pour la décentralisation culturelle telle qu'elle a été menée. C'est un grand moment de notre histoire. Son ombre portée est encore là pour une grande part. Mais c'est aussi un cycle de l'histoire qui se termine. Et si nous ne parvenons pas à porter un projet de refondation – Robin Renucci parle d'« affirmation » – si nous ne parvenons pas à être porteurs d'autre chose, les solutions libérales vont l'emporter, parce qu'il n'y aura pas d'alternative.

La question pour nous n'est pas d'essayer désespérément d'éviter l'effondrement du système ou de défendre le statut quo. La question est de montrer que, face à des besoins gigantesques de réinvention des politiques culturelles en s'appuyant sur les expériences novatrices qui sont menées partout, en s'appuyant sur cette richesse extraordinaire que nous voyons dans le monde artistique et culturel, je pense qu'il est indispensable d'inventer et cette invention ne peut pas venir d'en haut. Bien sûr nous avons notre rôle à jouer et nous le jouons mais ça viendra d'une mobilisation forte du champ culturel en lien avec la société. Un sondage de l'IFOP nous apprend que les électeurs de gauche à la question « Quels sont les objectifs prioritaires que vous assignez à une politique de gauche ? » ont mis la culture en dernier avec 4 % de citations. Il y a donc devant nous un travail gigantesque. C'est pourquoi je me félicite que la question de revenir à la fracture qui s'est opérée entre la création et l'éducation populaire ait été au cœur de cette Convention.

## **Le « macronisme culturel »**

C'est le bras armé du néo-libéralisme et de la marchandisation. Mais, est-ce qu'on le voit ? Il y a un certain nombre de mesures, à première vue disparates mais si on les met les unes à côté des autres vous y voyez la cohérence et le sens.

Le démantèlement des politiques publiques, du Ministère lui-même : il y a six directions au Ministère de la culture. Il y en a cinq qui n'ont plus de directeur. Si on voulait délégitimer le Ministère de la culture, on ne s'y prendrait pas autrement ! La multiplication des missions : le patrimoine à Bern, le livre à Orsenna... renforce l'idée qu'il existe une volonté politique d'en finir avec le ministère sous sa forme actuelle.

S'ajoute à cela la fin des emplois aidés. La une de l'Huma de la semaine dernière nous apprend que 25 000 associations se sont dissoutes ! Et il y en a un grand nombre qui appartiennent au champ culturel : 1 400 et 6 000 emplois supprimés ! Continuons l'inventaire : L'imposition des méthodes, des critères et des objectifs libéraux dans la gestion des structures publiques c'est très révélateur de

la façon dont on contraint les grands établissements à des méthodes de gestion qui n'ont plus rien à voir avec le service public. Il faut trouver du mécénat, baisser le nombre de créations, rationaliser et externaliser la gestion etc. etc. CAP 22 c'est la fin à court terme du service public.

Le Pass-culture : à coup d'algorithmes, les industries culturelles vont travailler sur l'offre faite aux jeunes, avec un objectif de rentabilisation des « produits culturels », mais aussi, de formater des générations d'enfants et là on est dans l'imaginaire et le symbolique au sein d'une consommation individualisée. On va leur donner 500 euros pour qu'ils achètent dans une offre de produits définie par les marchands eux-mêmes. Comme si l'individu, était un sujet libre de choisir des produits dans une gamme qu'on lui offre, comme au super marché !

Les résidences d'artistes sont désormais centralisées nationalement à l'Élysée dans une logique qui obéira, comme la francophonie ou la muséographie à une géopolitique impériale pilotée directement par l'Élysée. Le Louvre à Abu Dhabi est exemplaire. Le Centre national de la Musique va être mis au service des industries musicales, essentiellement des grands labels et de la diffusion numérique.

Le programme « La Culture près de chez vous » procède du déni de l'existence d'un tissu de création, d'action culturelle et d'éducation populaire dans tous les territoires. Cela dit ça veut dire qu'on revient à une forme d'imposition par le haut d'une culture prédéfinie. On va revenir à l'idée qu'il y a des déserts culturels ? Mais ce n'est pas vrai ! La France a un maillage territorial aujourd'hui important. Elle fourmille d'expériences culturelles, d'acteurs et d'artistes qui se battent et qui créent dans des conditions épouvantables mais qui le font, souvent avec beaucoup de bonheur et beaucoup de joie. La situation des plasticiens et des écrivains relève d'une grande précarité.

Enfin l'audiovisuel public est dans le collimateur de Bercy et va connaître un sort équivalent au ministère. C'est une grande bataille qui nous attend surtout quand on a aimé le très beau documentaire de Françoise Davaisse, « Histoires d'une nation ». Elle rappelle des vérités occultées et nous permet d'illustrer parfaitement les propos tenus lors de la rencontre avec le collectif Décoloniser les arts. C'est extraordinaire : on est gentil avec les colonisés quand on a besoin d'eux pour qu'ils aillent se faire tuer. Et puis après c'est racisme et discriminations !

### **Alors, quelle reconquête ?**

Nous ne sommes pas dans la résistance, nous sommes dans l'affirmation d'une volonté de mener la contre-offensive. Nous avons connu des époques où les artistes, les intellectuels, au côté de la gauche, au côté des communistes, au côté de tous ceux qui se battent, auraient, j'allais presque dire « pris les armes », devant ce que l'on entend. Nous y sommes à nouveau. En effet comment peut-on supporter le discours de Zemmour ?

Je pense que le fantasme identitaire, raciste et guerrier que véhicule Zemmour est à prendre très au sérieux. Il faut se battre sur cette question. Campion et la haine homophobe, qu'est-ce qu'on dit ? Les violences faites aux femmes ? Soit dit en passant, le milieu culturel, soyons honnêtes, c'est un milieu profondément blanc et masculin. Il y a là une bataille à mener sur l'égalité femmes/ hommes.

Et puis il y a le populisme rampant dans des collectivités de droite et d'extrême droite et parfois pas seulement. C'est aussi une question sur laquelle on ne peut transiger. Il nous faut être plus vigilant et plus combatifs contre le populisme culturel.

Enfin la bataille que nous menons pour la refondation du service public est une bataille qui doit associer tous ceux, dans l'économie sociale et solidaire, l'économie indépendante qui se battent pied à pied contre les dominations des grandes industries culturelles. Je suis convaincu que refonder le service public, c'est refonder des politiques publiques qui sont aussi des politiques de soutien à ce secteur économique privé.

## **Quelles propositions concrètes pour refonder le service public ?**

Il faut travailler sur une contre-offensive idéologique, mais il faut aussi travailler sur des propositions concrètes pour une refondation du service public.

Il y a un relatif consensus sur l'idée qu'il ne faut pas adapter, mais qu'il faut refonder. Pas de défense d'un statu quo en crise. Mais en même temps on voit bien qu'il y a des débats sur le type de refondation. Et je pense que dans nos propositions, dans le fil conducteur qu'on a pu donner à la Convention, on a mis en avant trois types de refondations : le chantier de la création, le chantier de la démocratie culturelle et donc de l'éducation populaire, et celui de la mondialité culturelle.

Sur ces 3 chantiers il y a une remise à plat indispensable et il faut qu'on ait le courage de la faire. Dire par exemple que les Etablissements publics sont pollués par les critères libéraux, il faut qu'on le dise, et qu'on se batte pour que ce ne soit plus le cas. Dire que les salariés doivent avoir des pouvoirs nouveaux dans les établissements culturels nationaux ou régionaux, scènes conventionnées, etc., ça me paraît de l'ordre de l'évidence. Je pense qu'il faut que nous appelions à la nécessaire redéfinition de ces missions autour de l'exigence de création, autour de la démocratie culturelle, autour de la mondialité. Je pense effectivement qu'il y a des modes de gestion qui sont trop centralisés, « sacralisés », technocratisés. Il faut travailler à l'ouverture de ces lieux : ouverture aux territoires, ouverture aux écoles, aux lieux du travail. Réfléchir à la mise en place de réseaux, qui associent des équipements culturels de toute nature et de toutes disciplines. On a beaucoup parlé du théâtre, mais dans une région, une ville, un territoire, il y a aussi des libraires, des éditeurs, des cinémas publics et privés, associatifs, des galeries, des FRACS, des musées... Reconstruire le service public en mettant tout ce monde en réseau, à les faire réfléchir sur des projets qui soient des projets communs, qui associent, et mutualisent les moyens, affirme une exigence publique en matière d'art et de culture. Tout ça bien évidemment doit s'accompagner de propositions très fortes sur les droits sociaux des artistes et des acteurs culturels.

Beaucoup de questions sont en débat. Par exemple l'intermittence, combat essentiel, mais est-ce que la question de l'emploi culturel ne peut s'aborder que sous cet angle-là car en même temps on constate que l'emploi culturel en France est 5 fois plus important que l'emploi dans l'industrie automobile.

## **Les axes forts de la refondation du service public**

Il y a deux cœurs à la refondation. Le premier, c'est le partenariat entre l'état et les collectivités territoriales. Je pense qu'il ne peut pas y avoir de refondation du service public sans une loi qui dise très clairement que l'art, la culture et l'éducation populaire dans ce pays constituent une compétence partagée entre l'état et les collectivités territoriales. Et qu'on dise clairement quelles sont les responsabilités de l'état, garant des orientations, de leur mise en œuvre, de l'égalité des territoires, et du respect des règles communes.

Les collectivités territoriales financent aujourd'hui pour l'essentiel le mouvement artistique et culturel. Je fais une petite parenthèse : le budget affiché est d'une malhonnêteté, d'une insincérité absolument terrible. On parle de 10,5 milliards... On y intègre l'audiovisuel public, on y intègre l'argent du CNC, qui vient de la profession, c'est juste malhonnête. Le budget, stricto sensu du Ministère, c'est 3,5 milliards. Le budget des collectivités territoriales encore consacré à l'art, à la culture et à la vie associative, c'est plus de 7,5 milliards. En premier il y a les communes, en second les départements, et en troisième les régions. On a beaucoup à réfléchir de ce point de vue-là et envisager très sérieusement comment inscrire cette compétence partagée dans la loi.

Le second axe de la refondation c'est la démocratie : il faut exiger qu'il y ait des « Etats généraux » permanents pour l'art et la culture au plan national, et que ces états généraux se déclinent de manière décentralisée par des conférences régionales permanentes dans les Régions.

Dernière chose, la question du budget. Je l'aborde délibérément en dernier, parce que je trouve que trop souvent la bataille du budget a servi de paravent à l'absence de projet culturel. D'abord parlons politique, ayons une ambition politique. Il y a un modèle en fin de cycle, mais je ne propose pas de remplacer le modèle par un contre-modèle. Je pense qu'il faut en finir avec la « théorie » des modèles, et qu'il faut au contraire ouvrir les chantiers, cerner les enjeux sur lesquels il n'y a pas consensus, avoir le débat et avancer ensemble. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on soit naïf et que la question du budget ne nous intéresse pas. Aujourd'hui elle découle de ça : il faut d'abord définir une ambition politique, et en fonction de celle-ci définir un cadre budgétaire autre que les actuelles miettes, des moyens à la hauteur de la priorité que le pays accordera à cet enjeu majeur.

Pour clore mon propos, un clin d'œil à Jack Ralite qui aimait bien, comme chacun sait, les citations : nous avons une passion commune pour René Char, un extrait donc de « Fureur et Mystère » :

**« Celui qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard ni patience ».**

Jack le disait d'ailleurs très souvent : beaucoup de choses qui nous entourent ne méritent ni égards ni patience.

